

## #la lettre d'Ivan De Vadder

Journaliste politique

# Une campagne électorale locale, ça use les souliers...

Le porte-parole du CD&V les a devant les yeux, collés au mur, à côté de son bureau : les résultats de son parti en 2012. Après les élections communales de 2012, le CD&V reste le parti dominant en Flandre, c'est-à-dire au niveau local. Il obtient un score de 26 %, dans 51 communes le CD&V gouverne avec une majorité absolue, le parti livre 137 bourgmestres et fait partie de la majorité dans 217 des 308 communes flamandes. Vous comprenez qu'aux prochaines élections communales en octobre, les enjeux pour le CD&V seront grands : il doit impérativement égaler ces résultats. Et pour sécuriser cette position, le CD&V annonçait la semaine passée qu'il veut réaliser un million de visites à domicile avant les élections d'octobre. L'objectif : rester le « parti populaire » de Flandre.

Le concept d'un « parti populaire » est un élément clé dans la politique flamande. Tous les grands partis flamands œuvrent pour en devenir un. A l'époque, la situation était claire : le CVP était ce « parti populaire » en Flandre. Pas seulement parce que les démocrates-chrétiens le proclamaient par leur nom, le Christelijke Volkspartij (le parti populaire chrétien), mais aussi parce que le parti rassemblait l'entière de la société flamande. Le CVP était composé de différents groupes qu'on appelait des « standen » et réconciliait ainsi des positions de gauche, représentées par les syndicats, mais aussi de droite, défendues par les indépendants, des entrepreneurs ou des fermiers.

**Scrutin après scrutin, la N-VA se voit représentée dans toutes les couches**

### de la population flamande

Ce CVP dominait, avec des scores de 30 % ou plus, le paysage politique en Flandre. Il se retrouvait à chaque fois dans le gouvernement, livrait le Premier ministre ; et gouvernait tantôt avec les socialistes, tantôt avec les libéraux. Une simple stratégie qui provenait aussi d'un constat, articulé par un ancien président du parti, Herman Van Rompuy : « Dans un gouvernement de droite (libéral), tous les démocrates-chrétiens sont des syndicalistes. » Et vice versa.

Mais les temps ont évolué. En 1999, les démocrates-chrétiens (qui un peu plus tard changèrent leur nom en CD&V, Christen-

Democratisch & Vlaams) se retrouvent pour la première fois depuis un demi-siècle dans l'opposition. Le parti libéral de Guy Verhofstadt, et du président de parti Karel De Gucht, le VLD, devient le parti dominant en Flandre. C'est surtout ce dernier, Karel De Gucht, qui rêve de faire du parti libéral un « parti populaire ». Le VLD a le vent en poupe et profite des renégats politiques : certains adhérents nationalistes (Bart Tommelein, Bart Somers...) deviennent membres du VLD dès la naissance du parti libéral. Ensuite, un groupe de démocrates-chrétiens (qui se nomment NCD) en défection passe aussi au VLD : Annemie Turtelboom est une des personnalités de ce groupe. Mais l'opération « parti populaire » échoue : lors du scrutin régional de 2004, le parti réalise un score de 19,8 %, loin des 30 % rêvés.

Il faut attendre les élections de 2010 pour qu'un nouveau parti se retrouve dans la position tant convoitée. Dans la publication *Vlaanderen Kiest*, une analyse

des résultats électoraux de 2010, deux politicologues de l'université de Leuven, Jaak Billiet et Marc Swyngedouw, annoncent que « la N-VA est devenue un modèle de ce parti populaire, dans le sens où elle est un vrai reflet de l'électorat flamand. » Selon cette analyse, la N-VA, avec un score de près de 30 %, a drainé l'électorat du CD&V, de l'Open VLD et du Vlaams Belang. Cette situation n'a pas changé depuis 2010. Scrutin après scrutin, sondage après sondage, le parti nationaliste se voit représenté dans toutes les couches de la population flamande.

La petite exception, ce sont les élections locales. Les résultats sont bons ; mais en Flandre, le deuxième parti au niveau local est d'abord l'Open VLD. Les libéraux livrent 70 bourgmestres et font partie de la majorité dans 170 des 308 communes flamandes. Jusqu'à aujourd'hui, la domination de la N-VA de 2010, après un scrutin national, ne s'est pas encore traduite au niveau local.

C'est pourquoi les élections locales de 2018 sont tellement importantes en Flandre. Il ne s'agit pas seulement des autorités locales ; l'enjeu est la position d'un « parti populaire » en Flandre. L'actuelle aile droite du CD&V, c'est-à-dire deux hommes politiques, Hendrik Bogaert et Pieter De Crem, craint pour l'avenir du parti. Pour le bourgmestre de la commune Aalter (Flandre-Orientale), Pieter De Crem, le CD&V est devenu, par sa position de « parti d'opposition » dans le gouvernement Michel, un parti de gauche. « Son discours est en contradiction avec celui d'un parti populaire et cette image gauchiste devient très difficile à défendre pour notre large

*base d'entrepreneurs, les indépendants et les familles.» Hendrik Bogaert, de son côté, propose d'introduire une interdiction de porter des symboles religieux visibles pour toutes les religions qui représentent plus de cinq pour cent de la population. Une proposition rejetée par la totalité des cadres du parti. « Je ne parviens pas à convaincre les cadres du CD&V que le parti doit emprunter une autre voie pour qu'il puisse redevenir un parti populaire. » C'est la réaction d'Hendrik Bogaert à la question « Quel est votre principal échec ? » dans l'hebdomadaire *Knack*.*

### **Wouter Beke est convaincu**

### **que le porte-à-porte est le meilleur moyen d'aller à la rencontre des électeurs**

Mais si le CD&V, d'une quelconque manière, veut survivre politiquement en Flandre, il doit défendre sa position de 2012. A cette fin, le CD&V annonçait la semaine passée qu'il veut réaliser un million de visites à domicile. Le président du CD&V, Wouter Beke, reste convaincu que le porte-à-porte reste le meilleur moyen d'aller à la rencontre des électeurs. De l'autre côté, la N-VA, avec le profil d'un parti dur et sévère (par exemple dans les dossiers de migration ou de sécurité) s'attaque sans cesse aux dossiers symboliques du CD&V :

l'enseignement (avec une ministre CD&V, Hilde Crevits) et les dossiers de santé et de bien-être (avec un autre ministre CD&V, Jo Vandeurzen). De plus, pour montrer un côté plus tendre, les nationalistes lançaient cette semaine une nouvelle initiative pour combattre la solitude des Flamands les plus âgés. Une des idées proposées : des visites à domicile.

La bataille pour la position de parti populaire se fera donc à pied ; c'est une bataille que le CD&V ne veut pas perdre, et que la N-VA doit gagner. Mais six mois avant les élections, la route reste encore longue, et une longue route, ça use les souliers. ■